

PRÊTS AIDANT AUX OPÉRATIONS DE PÊCHE

Objet de la Loi

En 1955, la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche a été adoptée par le Parlement afin de faciliter aux pêcheurs l'obtention de crédit pour financer diverses améliorations à leurs opérations de pêche. Afin d'encourager les prêteurs à consentir de tels prêts aux pêcheurs, le gouvernement fédéral est autorisé à donner une garantie aux prêteurs contre toute perte subie sur des prêts consentis conformément à la Loi et au Règlement. La Loi a été étendue et modifiée de temps à autre.

Qui peut emprunter

Seul un pêcheur peut emprunter. Un pêcheur est défini comme une personne qui possède ou qui compte acquérir un bâtiment de pêche ou des engins de pêche et du matériel connexe, et qui gagne sa vie par la pêche.

Où obtenir un prêt

La Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche permet à toutes les banques à charte de consentir de tels prêts. Ceux-ci peuvent également être obtenus auprès des caisses de crédit, des caisses populaires, ou d'autres sociétés coopératives, des sociétés de fiducie, des compagnies

de prêts et des compagnies d'assurance qui, après en avoir fait la demande, ont été désignées par le ministre des Finances comme «prêteurs» aux termes de la Loi. Les banques et les autres prêteurs peuvent indiquer aux requérants s'ils sont admissibles à un prêt en vertu de cette Loi et comment ils peuvent satisfaire à leurs besoins particuliers de crédit.

Objets des prêts

Il est possible d'obtenir un prêt pour n'importe lequel des objets suivants:

Achat ou construction d'un bâtiment de pêche.

Achat ou construction d'engins de pêche, comme, par exemple, des bateaux auxiliaires, moteurs, treuils, équipement électronique, nasses, filets, claies et véhicules utilisés dans une entreprise de pêche.

Réparations importantes ou mise au point d'un bâtiment de pêche, lorsqu'elles coûtent plus de \$400.

Achat ou construction d'installations de rivage comme des jetées, quais, hangars à bateaux et matériel connexe.

Aménagement ou amélioration d'une entreprise de pêche fondamentale comme, par exemple, l'installation d'un système hydraulique ou le déménagement d'une installation de rivage.

Modalités de prêt

La demandeur et le prêteur doivent convenir des modalités du prêt. Le prêteur peut, à cet égard, prendre en considération le genre de pêche, le but du prêt, la répartition du revenu du requérant et sa capacité de remboursement. Néanmoins, il faut, dans tous les cas, remplir les conditions fondamentales suivantes:

Le montant maximum dont un prêteur peut être redevable à un moment donné est de \$50,000.

Le demandeur doit fournir lui-même une partie raisonnable du coût de l'achat ou du projet.

La période maximale de remboursement dépend de l'objet pour lequel le prêt est consenti:

3 ans pour les véhicules,

10 ans pour tout autre objet.

Les paiements de remboursement doivent se faire au moins une fois l'an.

Le taux courant d'intérêt de ces prêts peut être obtenu des banques à charte ou d'autres prêteurs désignés.

Le prêteur ne doit pas emprunter plus qu'il ne compte pouvoir rembourser et il doit discuter soigneusement de sa demande avec son banquier. La Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche prescrit au prêteur de consentir les prêts avec le même soin qu'il apporte à ses opérations ordinaires de crédit.

Garantie des prêts

Tous les prêts doivent être garantis. La garantie prend généralement la forme d'une hypothèque mobilière sur les biens achetés ou d'une hypothèque sur les autres éléments d'actif de l'entreprise de pêche. L'emprunteur doit également signer un billet à ordre.

En général, on compte que les banques apporteront autant de soin à ces prêts qu'à leurs opérations courantes de crédit, et rédigeront les accords et effectueront le service des prêts conformément aux usages bancaires.

Restrictions

Le refinancement des dettes existantes et les besoins de fonds de roulement ne sont pas admissibles.

Demande de prêt

Le pêcheur qui veut obtenir une aide financière devrait discuter de ses besoins de capitaux avec le directeur de l'organisme prêteur de son choix. On peut se procurer les formules de demande auprès de ces organismes. Pour tout renseignement d'ordre général sur le programme, prière de s'adresser au:

Chef
Administration des prêts garantis
Ministère des Finances
Ottawa (Ontario)
K1A 0G5

Canada, Dept. of Finance,
Finance Finances
General Publication
Government Publications

CAI
FN
- 2004

3 1761 11557264 6

LIBRARY
NOV 5 1974
Fisheries
Improvement
LOANS

Information Canada
Ottawa, 1974
No du cat. FI-20/1974

FISHERIES IMPROVEMENT LOANS

Where can loan be obtained

All chartered banks are authorized to make Fisheries Improvement Loans under provisions of the Fisheries Improvement Loans Act. In addition, loans may be made by Credit Unions, Caisses Populaires or other Co-operative Societies, trust companies, loan companies and insurance companies which have applied and have been designated as lenders under the Act by the Minister of Finance. Banks and other lenders can advise applicants whether they would qualify for a loan under this legislation and how their particular credit needs can be arranged.

Loan purposes

Loan may be made for any of the following purposes:

- Purchase or construction of a fishing vessel.

- Purchase or construction of fishing equipment such as auxiliary boats, engines, winches, electronic equipment, weirs, nets, traps, and vehicles used in the fishing enterprise.

- Major repair or overhaul of a fishing vessel when the cost of such repairs or overhaul exceeds \$400.

- Purchase or construction of a shore installation such as piers, wharves, boathouses and equipment used with them.

- Development or improvement of a primary fishing enterprise such as the installation of a water system or the removal of a shore installation from one site to another.

Terms and conditions of loan

The detailed terms and conditions of loans are arranged between the applicant and the lender. In this connection the lender may take into account the type of fishing carried on, the specific purpose of the loan, the applicant's income pattern and his

ability to repay. In all cases, however, the following basic conditions must be met:

- The maximum amount which a fisherman may have outstanding at one time is limited to \$50,000.

- The applicant must provide a reasonable portion of the cost of the purchase or project from his own resources.

- Maximum period over which a fisherman may repay his loan depends on the purpose for which the loan is made —

- 3 years for vehicles,
- 10 years for all other purposes.

- Repayments are made at least annually.

- The current rate of interest payable on these loans may be obtained from any chartered bank or other designated lender.

A fisherman should not borrow more than he can expect to repay and he should carefully discuss his loan application with his banker. A lender is required by the Fisheries Improvement Loans Act to make loans with the same care that he would use in his normal lending business.

Security for loan

Loans must be secured. Security is usually taken in the form of a chattel mortgage on the item purchased or a mortgage on other assets of the fishing enterprise. The borrower must also sign a promissory note.

In general, banks are expected to make loans with the same care that is required of a bank in the conduct of its ordinary business and to use normal banking practices in drawing up agreements and servicing the loans.

Certain restrictions

Refinancing of existing debts or working capital requirements are not eligible purposes.

Application for a loan

A fisherman who is seeking assistance should discuss his financial requirements with the manager of the lending agency of his choice. Application forms are obtainable from lending agencies. General information on the program is available from:

The Chief,
Guaranteed Loans Administration,
Department of Finance,
Ottawa, Ontario
K1A 0G5



prêts

aidant aux opérations de pêche